



## REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

**N° DLP2019- 28 - Séance du 05/07/2019**

#### ACTES

##### 1. Commande publique

##### 1.7 Actes spéciaux et divers

##### 1.7.1 Délib, décisions et autres actes simples intéressant la CP locale

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	8	9

Vote	
Pour	9
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 5 juillet à 9h00, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 28/06/2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 28/06/2019.

#### **Présents :**

Jean-Luc MEISSONNIER ; Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Hubert FABRITIUS, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT, Marie-France TEXIER.

#### **Absents représentés :**

Michel BAUDOUR par Jean-Luc DE LA CLERGERIE.

#### **Absents excusés :**

Alain SOULIER, Jean-Marie COURTES.

#### **Absents:**

Anna RAMORA, Morgan SIMAR.

**Secrétaire de séance :** Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

## **N° DLP2019 - 28 – CONVENTION DE GESTION DE SERVICES NUMERIQUES MUTUALISES AVEC MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE : AUTOIRSATION DE SIGNATURE**

**Vu les articles L. 5217-7 et L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales,**

**Vu le Code des marchés publics,**

**Vu le schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole adopté le 13 décembre 2015 et mis à jour chaque année,**

**Vu la délibération du conseil métropolitain du 23 mai 2019 autorisant le Président Philippe SAUREL à signer la convention objet de la présente convention,**

Marie-Thérèse AMALVY rapporte que le CCAS doit sans cesse répondre aux défis et aux enjeux de l'administration électronique et de la dématérialisation à l'instar des autres collectivités territoriales.

Pour aider les communes à répondre à ce défi, Montpellier Méditerranée Métropole propose depuis de nombreuses années des outils partagés en matière de numérisation, dématérialisation et informatisation.

Aujourd'hui il est proposé la signature d'une convention de gestion de services numériques pour la mise en place des solutions communes au CCAS de Baillargues et à la Métropole en matière :

- d'administration électronique ;
- de services en ligne aux usagers ;
- de dématérialisation des procédures de marchés publics en application des dispositions réglementaires et législatives en vigueur ;
- de mise à disposition publique des données numériques « open data ».

Les conditions financières pour le CCAS feront l'objet d'un coût annuel forfaitaire pour chacune des applications utilisées calculé sur la base d'un coût par habitant.

Les obligations du CCAS et les conditions financières sont détaillées dans la convention jointe et ses annexes joints à la présente délibération.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à gérer tous les aspects techniques liés à ces outils (hébergement, maintenance, paramétrage, formation, évolution technique et réglementaires...).

Compte tenu de l'opportunité que représente l'utilisation de ces outils numériques proposés par la Métropole, il est proposé au conseil d'administration d'autoriser le Président à signer

la convention de gestion des services numériques communs ainsi que tous les documents y afférents et d'inscrire les crédits au budget 2019.

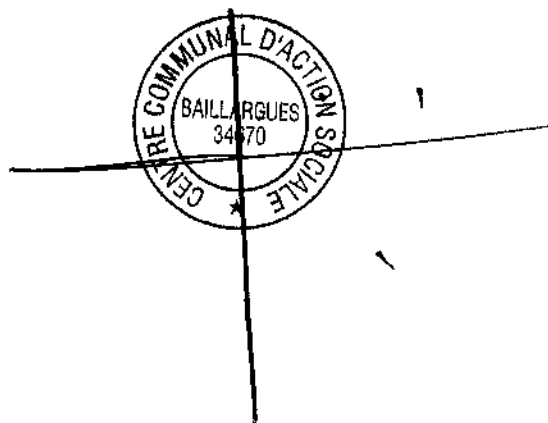
Où l'exposé du rapporteur, après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil d'administration **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention de gestion de services numériques mutualisés avec Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que tous les actes y afférents et **DIT** que les crédits sont inscrits au budget 2019.

Pour extrait conforme,

Le 08/07/2019

Le Président,

Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.*

Envoyé en préfecture le 11/07/2019

Reçu en préfecture le 11/07/2019

Affiché le



ID : 034-213400229-20190708-DLP2019\_28-DE